L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS; MARDI MATIN, 22 NOVEMBRE 1859.

Imprimé et publié par
G. F. WESSE & Co.
RÉDACTEURS-PROPRIÉTAIRES,
G. F. WESSE. H. DUPUIS.
E. DUVERGER. F. HARDY.

Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 22 NOVEMBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. Ne payez aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par R. B. Forstall, 43 Magazine—Maisons, annuités et rentes.

Par Richard Terpin, 49 Commerce—Champagne.

Par F. Roger & Co, 28 Vieille Levée—Liqueurs, rubans, papiers à vignettes, bas, mouchoirs, &c.—Assortiments, cotons blancs et marchandises sèches.

Par P. J. Sparr, 92 Chartres—Chemisettes et manches françaises brodées.

Par C. E. Girardey & Co, au City Hotel—61 caisses de choix.

Par D. E. Morphy, à 10 heures, au No 11, rue des Champs—Cartes à jouer.

☞ Pour le Feuilleton, voir la seconde page.

Napoléon III et l'Italie.

On ne rappelle que le correspondant parisien du *Times* a transmis à ce journal la traduction anglaise d'une lettre qui, disait-il, aurait été adressée par l'empereur Napoléon au roi de Sardaigne. Les journaux de Paris croient tous à l'authenticité de cette lettre, dont voici la traduction française :

"Monsieur mon frère, j'écris aujourd'hui à Votre Majesté afin de vous exposer la situation actuelle des affaires, de vous rappeler le passé et de régler avec vous la conduite qu'il faudra suivre dans l'avenir. Les circonstances sont graves; il est nécessaire de laisser de côté les illusions et les regrets stériles, et d'examiner soigneusement le véritable état des choses. Ainsi il ne s'agit pas maintenant de savoir si j'ai bien ou mal fait de conclure la paix à Villafranca, mais bien plutôt de faire produire au traité les résultats les plus favorables à la paix de Zürich et au repos de l'Europe.

"Avant d'entamer la discussion de cette question, je désire rappeler encore une fois à Votre Majesté les obstacles qui ont rendu si difficiles toute négociation et tout traité définitifs.

"En effet, la guerre offre souvent moins de complications que la paix. Dans la première, deux intérêts seulement sont en présence : l'attaque et la défense. Dans la seconde, au contraire, il faut réconcilier une multitude d'intérêts souvent fort opposés les uns avec les autres. C'est ce qui est réellement arrivé au moment de la paix. Il était nécessaire de concilier un traité qui assurât autant que possible l'indépendance de l'Italie, et qui fût satisfaire le Piémont et les vœux des populations sans pour cela blesser le sentiment catholique ou le droit des souverains auxquels s'intéressait l'Europe.

"J'ai donc cru que si l'empereur d'Autriche voulait s'entendre franchement avec moi dans le but d'amener ce résultat important, les causes d'antagonisme qui pendant des siècles ont divisé les deux empires disparaîtraient, et que la régénération de l'Italie serait effectuée d'un commun accord et sans autre effusion de sang.

"Voici maintenant quelles sont, selon moi, les conditions essentielles de cette regénération :

"L'Italie devra se composer de plusieurs Etats indépendants, unis par un lien fédéral.

"Chacun de ces Etats devra adopter un système représentatif et des réformes salutaires.

"La confédération devra alors raffiner le principe de la nationalité italienne, n'avoir qu'un même drapeau, quoin même système douanier et monétaire.

"Le centre dirigeant devra être à Rome, et se composera de représentants nommés par les souverains sur une liste préparée par les chambres, afin que dans cette sorte de pacte l'influence des familles régnantes soit proportionnée de pencher vers l'Autriche soit contrebalancée par l'élément électif.

"La présidence honoraire de la confédération accordée au Saint-Père satisfera entièrement ce rigueur de l'Europe catholique; l'influence morale du pape serait augmentée en Italie et lui permettrait de faire des concessions conformes aux vœux légitimes des populations. Aujourd'hui le plan que j'avais tracé au moment de conclure la paix peut encore servir de base, et Votre Majesté est appelée à y exercer son influence pour le favoriser. D'ailleurs on a fait un pas considérable dans cette direction.

"La cession de Lombardie avec une dette réduite est un fait accompli.

"L'Autriche a renoncé à son droit d'avoir des garnisons dans les places fortes de Plaisance, de Ferrare et de Comacchio.

"Les droits des souverains, à la vérité, ont été réservés, mais l'indépendance de l'Italie pourrait à aussi été garantie, toute idée d'intervention étrangère ayant été formellement écartée; enfin la Vénitie deviendra une province purement italienne. Il est de l'intérêt de Votre Majesté et de la mienne de me seconder dans le développement de ce plan, afin qu'il produise les meilleurs résultats possibles, car Votre Majesté ne saurait ignorer que je suis lié par un traité, et que pour faire le congrès qui est sur le point de s'ouvrir, me soustraire à mes engagements. Le rôle de la France est tracé d'avance.

"Nous demandons que Parme et Plaisance soient réunies au Piémont, parce que cet territoire, au point de vue stratégique, lui est indispensable.

"Nous demandons que la duchesse de Parme soit appelée au trône de Modène;

"Que la Toscane, augmentée pour être d'un un portion de territoire, soit rendue au grand duc Ferdinand;

"Qu'un système de sage liberté soit ménagé en Italie;

"Que l'Autriche se défasse franchement d'une cause permanente d'embarras pour elle, et qui elle-même entre à compléter la nationalité de cette Vénitie en créant non seulement une vice-représentation, et une administration séparées, mais aussi une armée italienne.

"Nous demandons que les forteresses de Mantoue et de Peschiera soient déclarées forteresses fédérales, et enfin qu'une confédération fondée sur les besoins réels aurait que sur les traditions de la Péninsule, consolide, à l'extérieur de toute influence étrangère, l'édifice de l'indépendance italienne.

"Je ne négligerai rien pour atteindre ce grand résultat, que Votre Majesté en soit convaincue, mes sentiments ne varieront pas, et, autant que le permettront les intérêts de la France, je serai toujours heureux de servir la cause pour laquelle nous avons combattu ensemble.

"Palais de Saint Cloud, le 20 octob re 1859.

Le *Journal des Débats*, quelque peu hypothétique que l'on vient de lire a été réellement écrite par l'Empereur, commente dans les termes suivants la solution de la question italienne telle que la propose Napoléon III:

La lettre de l'empereur au roi Victor-Emmanuel est sans doute le programme de la politique qui sera soutenue par la France au sein du futur congrès. Cela ne veut pas dire que la France exigera ou obtiendra l'accomplissement de tous les vœux exprimés dans cette lettre : il n'est rien de plus rare que de voir un programme intégralement accompli. Il n'en est pas moins vrai que les intérêts de la France dans le sein du congrès seront mis au service de l'exécution de ce programme, et, à ce titre, il est digne de toute attention de public.

Trois questions principales sont traitées dans ce programme : l'établissement d'une confédération italienne, la réponse à faire à la question des duchés, l'état futur de la Vénitie et des forteresses de Peschiera et de Mantoue. Voyons quelle est sur ces trois points la solution que le gouvernement français propose à l'Europe et à laquelle il s'efforce de rallier la Sardaigne.

La confédération devra être composée de plusieurs Etats indépendants, jouissant tous d'un système représentatif; cette dernière condition est d'autant plus indispensable que le mode suivi pour la formation de la diète fédérale italienne suppose l'existence d'un parlement au sein de chacun des Etats qui y seront représentés. En effet, les députés de la diète seront choisis par les souverains sur une liste préparée par les chambres. L'établissement de chambres électives dans tous les Etats d'Italie, même à Naples et à Rome, serait donc d'une grande hâte à la confédération italienne. De plus, la confédération italienne n'aurait qu'un drapeau, qu'un système de douanes et de monnaies.

La question des duchés se trouve résolue par ce programme dans ce sens des prévisions les plus accréditées. Le nouveau grand duc de Toscane recevrait en outre des Etats annexés au Piémont. Mais les limites de ces diverses souveraines seraient modifiées, et la Toscane recevrait notamment un agrandissement encore indéterminé.

Nous arrivons à la partie la plus importante du programme français, qui consiste à faire déclarer Mantoue et Peschiera forteresses fédérales, et à obtenir pour la Vénétie non seulement une représentation et une administration séparées, mais aussi une armée italienne, ce qui ne serait rien moins qu'assurer à la Vénétie une véritable indépendance.

Mais lorsqu'on a lu ce programme, il est une question qui vient aussitôt à l'esprit et qui domine toutes les autres : faut-il voir seulement dans ce programme l'expression des vœux particuliers de la France, la ligne de conduite qu'elle désire suivre dans le congrès de concert avec le Piémont? ou bien ce programme est-il le résultat d'un accord entre la France et l'Autriche, et l'adhésion de l'Autriche est-elle acquise aux propositions qu'il renferme? Il serait pour le public de savoir promptement si le fait pour le public de savoir promptement si le fait pour le public de savoir promptement si le f